



CHAPITRE 46

Loi pour augmenter et généraliser les subventions aux corporations scolaires afin d'aider au paiement des traitements du personnel enseignant

[Sanctionnée le 10 mars 1960]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

S.R.,
c. 61A,
aj.

1. Les Statuts refondus de 1941 sont modifiés en y ajoutant, après le chapitre 61, le suivant:

"CHAPITRE 61A

"LOI DE L'AIDE AUX CORPORATIONS SCOLAIRES POUR LA RÉMUNÉRATION DU PERSONNEL ENSEIGNANT

Défini-
tions:

"corpo-
ration";

"1. Dans la présente loi, les expressions suivantes désignent:

a) "corporation": une corporation scolaire à laquelle s'applique en entier ou en partie les dispositions de la Loi de l'instruction publique et exerçant sa juridiction dans le territoire ou dans une partie du territoire d'une municipalité dont la population, telle que constatée dans la plus récente publication de l'Annuaire statistique de la province, n'excède pas cent cinquante mille âmes;

"école
publi-
que";

b) "école publique": toute école sous le contrôle de commissaires ou de syndicats d'écoles;

"contri-
buable";

c) "contribuable": toute personne qui, en vertu de quelque une des dispositions de la Loi de l'instruction publique, est

CHAPTER 46

An Act to increase and generalize grants to school corporations to facilitate the payment of teachers' salaries

[Assented to, the 10th of March, 1960]

HER MAJESTY, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

1. The Revised Statutes of 1941 are amended by adding thereto, after chapter 61, the following:

R.S.,
c. 61A,
added.

"CHAPTER 61A

"SCHOOL CORPORATIONS TEACHING STAFF SALARIES PAYMENT ASSISTANCE ACT

"1. In this act, the following expressions mean:

Defini-
tions:

a. "corporation": a school corporation to which the provisions of the Education Act apply wholly or in part and which has jurisdiction within the territory or a portion of the territory of a municipality whose population, as established in the latest edition of the Statistical Year Book of the province, does not exceed one hundred and fifty thousand souls;

"corpora-
tion";

b. "public school": any school under the control of school commissioners or trustees;

"public
school";

c. "ratepayer": any person who, under any provision of the Education Act, is bound to pay real estate school taxes,

"rate-
payer";

obligée au paiement de taxes scolaires foncières, à l'exclusion des corporations et compagnies légalement constituées;

"surintendant"; d) "surintendant": le surintendant de l'instruction publique;

"année scolaire". e) "année scolaire": les douze mois compris entre le premier juillet d'une année et le trente juin inclusivement de l'année suivante.

Subvention annuelle. "2. A compter du premier juillet 1959 et nonobstant toute autre disposition législative inconciliable avec la présente loi, toute corporation reçoit, pour chaque année scolaire, une subvention pour aider au paiement des traitements du personnel enseignant.

Paie-ment. "3. Le montant nécessaire au paiement des subventions prévues par la présente loi, est voté annuellement par la Législature. Il est divisé, réparti et distribué par le surintendant conformément aux dispositions des articles suivants.

Proportion catholique et protestante. "4. Chaque année, le surintendant divise ce montant en deux parts, proportionnellement au nombre d'enfants de religion catholique romaine et de religion protestante, âgés de cinq à dix-sept ans inclusivement et domiciliés dans la province, d'après les plus récentes statistiques officielles dont il dispose.

Répartition, etc. "5. Le lieutenant-gouverneur en conseil, sur la recommandation du secrétaire protestant du département de l'instruction publique, avec l'approbation du surintendant, détermine chaque année le mode de répartition et de distribution de la part afférente aux protestants.

Modalités. "6. Le surintendant répartit et distribue, chaque année, la part afférente aux catholiques romains comme suit:

Toute corporation y ayant droit reçoit, pour une année scolaire, une subvention variant entre cent dollars et quinze cents dollars par classe, dans la proportion représentée par le montant du revenu des taxes scolaires foncières imposées aux contribuables par rapport au montant du revenu total des taxes scolaires foncières imposées tant aux contribuables qu'aux

except legally constituted corporations and companies;

d. "Superintendent": the Superintendent of Education;

e. "school year": the twelve months included between the first of July of one year and the thirtieth of June, inclusive, of the following year.

"2. From and after the first of July, 1959, and notwithstanding any other legislative provision inconsistent with this act, every school corporation shall receive, for each school year, a grant to assist in the payment of the salaries of the teaching staff.

"3. The amount necessary for the payment of the grants provided for by this act shall be voted annually by the Legislature. It shall be divided, apportioned and distributed by the Superintendent in conformity with the provisions of the following sections.

"4. Each year, the Superintendent shall divide such amount into two portions, in proportion to the number of children of the Roman Catholic and Protestant religions, aged from five to seventeen years inclusive, and residing in the Province, according to the most recent official statistics available to him.

"5. The Lieutenant-Governor in Council, upon the recommendation of the Protestant Secretary of the Department of Education, with the approval of the Superintendent, shall determine each year the manner of apportioning and distributing the portion accruing to Protestants.

"6. The Superintendent shall apportion and distribute, each year, the portion accruing to Roman Catholics as follows:

Every corporation entitled thereto shall receive, for a school year, a grant varying from one hundred dollars to fifteen hundred dollars per class, in the proportion which the amount of the revenue from the real estate school taxes imposed on ratepayers bears to the amount of the total revenue from the real estate school taxes imposed upon both ratepayers and legally

"Superintendent";

"school year".

Annual grant.

Payment.

Catholic and Protestant proportion.

Apportionment, etc.

Modalities.

corporations et compagnies légalement constituées, d'après le rapport financier de l'année scolaire précédente exigé par la Loi de l'instruction publique, conformément au barème suivant:

constituted corporations and companies, according to the financial statement for the preceding school year required by the Education Act, in conformity with the following table:

<i>Pour cent du revenu provenant des taxes scolaires foncières des contribuables</i>	<i>Subvention par classe</i>	<i>Pour cent du revenu provenant des taxes scolaires foncières des contribuables</i>	<i>Subvention par classe</i>
<i>Percentage of revenue derived from real estate school taxes of ratepayers</i>	<i>Grant per class</i>	<i>Percentage of revenue derived from real estate school taxes of ratepayers</i>	<i>Grant per class</i>
moins de 35%	\$100.	63%	\$ 825.
less than 35%	125.	64%	850.
36%	150.	65%	875.
37%	175.	66%	900.
38%	200.	67%	925.
39%	225.	68%	950.
40%	250.	69%	975.
41%	275.	70%	1,000.
42%	300.	71%	1,025.
43%	325.	72%	1,050.
44%	350.	73%	1,075.
45%	375.	74%	1,100.
46%	400.	75%	1,125.
47%	425.	76%	1,150.
48%	450.	77%	1,175.
49%	475.	78%	1,200.
50%	500.	79%	1,225.
51%	525.	80%	1,250.
52%	550.	81%	1,275.
53%	575.	82%	1,300.
54%	600.	83%	1,325.
55%	625.	84%	1,350.
56%	650.	85%	1,375.
57%	675.	86%	1,400.
58%	700.	87%	1,425.
59%	725.	88%	1,450.
60%	750.	89%	1,475.
61%	775.	90%	1,500.
62%	800.	et plus and more	

Maximum

"7. Nonobstant les dispositions qui précèdent, le montant de la subvention qu'une corporation peut recevoir en vertu de la présente loi, ne doit excéder soixante-quinze pour cent du montant des traitements du personnel enseignant.

"7. Notwithstanding the foregoing provisions, the amount of the grant which a corporation may receive under this act, shall never exceed seventy-five per cent of the amount of the salaries of the teaching staff.

Maximum.

Nombre de classes.

"8. Pour les fins de l'article 6 de la présente loi, le nombre de classes sous le contrôle d'une corporation est établi en

"8. For the purposes of section 6 of this act, the number of classes under the control of a corporation shall be established

Number of classes.

divisant par vingt-cinq le chiffre de la présence moyenne annuelle des élèves de toutes les écoles publiques en activité dans la municipalité scolaire; tout résidu de dix ou plus comptant pour une classe.

Présences.

Telle présence moyenne, rapportée aux journaux officiels d'inscription et d'appel de l'année scolaire précédente, est basée sur le nombre de jours de classe prescrits par les règlements du comité catholique ou du comité protestant du conseil de l'instruction publique.

Minimum.

Si le total des élèves d'une municipalité scolaire n'atteint pas vingt-cinq, la corporation scolaire reçoit une subvention proportionnelle au montant qu'elle aurait reçu si elle avait eu le minimum d'élèves requis.

Excédant.

"9. Nonobstant les dispositions qui précèdent, il est loisible au surintendant d'accorder à toute corporation qui en justifie la nécessité une subvention excédant le barème établi par la présente loi, mais non supérieure au montant des primes de traitement qu'elle a reçu durant l'année scolaire 1958-1959.

Exécution de la loi.

"10. Le surintendant de l'instruction publique est chargé de l'exécution de la présente loi."

S.R.,
c. 59,
a. 596,
ab.

2. L'article 596 de la Loi de l'instruction publique (Statuts refondus, 1941, chapitre 59) est abrogé.

Entrée en vigueur.

3. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

ed by dividing by twenty-five the amount of the annual average attendance of pupils of all the public schools operating in the school municipality; any residual number of ten or more being counted as a class.

Attendance.

Such average attendance, as entered in the official registration and attendance rolls of the preceding school year, shall be based on the number of school days prescribed by the regulations of the Catholic Committee or of the Protestant Committee of the Council of Education.

Minimum.

If the total number of pupils of a school municipality is less than twenty-five, the school corporation shall receive a grant proportionate to the amount which it would have received if it had had the required minimum number of pupils.

Exceeding grant.

"9. Notwithstanding the foregoing provisions, the Superintendent may make to any corporation which establishes its need thereof, a grant exceeding the figures determined by this act, but not greater than the salary allowances received by it during the school year 1958-1959.

Carrying out of act.

"10. The Superintendent of Education shall have charge of the carrying out of this act."

R.S.,
c. 59,
s. 596,
repealed.

2. Section 596 of the Education Act (Revised Statutes, 1941, chapter 59) is repealed.

Coming into force.

3. This act shall come into force on the day of its sanction.